



communiqué

N°: 98-A
No.:

DIFFUSION: POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
RELEASE: LE 21 JUIN 1982

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES DU COMMERCE

Les remarques suivantes ont été prononcées par l'honorable Ed Lumley, ministre d'Etat (Commerce extérieur), lors de l'ouverture de la conférence fédérale provinciale des ministres du Commerce qui s'est déroulée à Ottawa, le 21 juin.

"Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui de rencontrer les ministres et les hauts fonctionnaires qui, à travers le Canada, sont chargés du commerce international. Je suis particulièrement satisfait des réponses favorables et positives que j'ai reçues à mon invitation.

Plusieurs raisons m'ont poussé à convoquer la réunion d'aujourd'hui. J'ai d'abord pensé qu'il était approprié pour les ministres chargés du commerce dans toutes les provinces de se rencontrer, compte tenu en particulier du fait qu'il s'agit de la première réunion fédérale-provinciale consacrée exclusivement à des questions commerciales. Mais surtout, j'ai cru qu'une telle réunion à ce moment-ci était nécessaire, en raison des développements survenus aussi bien sur le plan national que sur la scène internationale.

Nous savons tous l'importance du commerce international pour le Canada et le rôle que peut jouer ce dernier pour revitaliser l'économie canadienne. Nous sommes également au courant des contraintes qui lui sont imposées par la situation économique qui prévaut actuellement. Dans la conjoncture présente, les gouvernements se doivent plus que jamais de supporter les initiatives du secteur privé dans le domaine de l'exportation, et ce de façon complémentaire.

Sur la scène internationale, nous sommes présentement au coeur d'une année importante au niveau de l'activité multilatérale sur le plan commercial. Les questions d'ordre commercial ont été au centre de la plupart des récentes réunions internationales. A la réunion ministérielle de l'OCDE, à laquelle j'ai assisté au début du mois de mai, et lors des discussions commerciales avec les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Japon qui ont suivi, les participants ont reconnu que les pressions protectionnistes de plus en plus nombreuses n'étaient pas sans danger. Nous avons réitéré notre engagement envers un système commercial multilatéral ouvert et nous sommes tombés d'accord sur la nécessité de trouver des solutions communes aux problèmes commerciaux qui surgissent. Lors du récent Sommet de Versailles, nos chefs ont réaffirmé leur

engagement à renforcer le système commercial multilatéral, tel qu'incorporé dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et à maintenir ce système fermement en place.

En novembre prochain se tiendra à Genève la première réunion du GATT au niveau ministériel depuis 1973. Il s'agit sur le plan du commerce international d'un événement particulièrement important pour lequel nous devons nous préparer soigneusement et au succès duquel le Canada attache une grande priorité.

Au cours des voyages que j'ai effectués depuis près de trois ans, j'ai rencontré des exportateurs canadiens remportant des succès dans toutes les parties du monde. Mes visites dans les pays d'Asie, d'Amérique latine, du Pacifique, d'Afrique et du Moyen-Orient, en particulier, m'ont convaincu des vastes possibilités de marché dans ces régions pour toute une gamme de produits canadiens. Nous devons nous assurer que nos sociétés sont concurrentielles au niveau international afin qu'elles puissent profiter de ces possibilités du marché.

Je tiens aujourd'hui à passer ces développements en revue avec vous et surtout à recueillir vos commentaires et vos impressions."